

Pantin, le 14 novembre 2025

REF. : AC/98/14112025

OBJET : administration pénitentiaire : urgence d'un soutien budgétaire et politique

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Le mercredi 12 novembre 2025, l'UFAP UNSa Justice, première organisation syndicale du ministère de la Justice, a tenu une action symbolique devant l'Assemblée nationale : l'enterrement de l'administration pénitentiaire. Ce geste fort traduit la colère, la rage et l'écœurement des personnels, tous corps et grades confondus, face à un budget 2026 indigent qui condamne notre service public à une lente agonie.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : **4 000** emplois vacants, **5 000** agressions physiques par an, **22 500** détenus en surnombre et **193 000** personnes suivies en milieu ouvert.

Le budget présenté est indécent et insultant. Il manque au bas mot 200 millions d'euros pour combler les postes vacants, 9 milliards pour créer les 22 500 places de détention nécessaires, et 250 millions supplémentaires pour renforcer les moyens humains. Ce n'est pas un progrès, c'est une provocation.

Nous dénonçons une mascarade budgétaire qui prétend moderniser mais organise la pénurie, qui prétend sécuriser mais abandonne les agents face à la violence, qui prétend construire mais laisse s'effondrer le service public pénitentiaire.

Nos revendications sont claires et légitimes : une politique pénitentiaire cohérente et ambitieuse, pensée sur le long terme prévoyant :

- Une résorption des emplois vacants et un plan massif de recrutements pour garantir la sécurité des agents et des détenus,
- Une revalorisation statutaire et indemnitaire à la hauteur de la technicité et de la dangerosité de nos métiers,
- La fin de la surpopulation pénale,
- La création d'établissements spécialisés et adaptés aux profils pénaux et carcéraux.

Nous vous appelons solennellement à prendre vos responsabilités et à agir pour sauver l'administration pénitentiaire. Il en va de la dignité des agents, de la sécurité des établissements et services, et de la crédibilité de notre République.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, en l'expression de notre considération distinguée.

Pour l'UFAP UNSa Justice
Alexandre CABY, Secrétaire Général

